

La globalisation, un concept vide de sens

Yvon PESQUEUX

Professeur, groupe HEC

Le mot « globalisation » voit maintenant son usage généralisé : il n'y a pas de jour, pas de média, pas de leader du monde de la finance ou de la politique qui ne l'emploient. C'est aussi au nom de la globalisation que s'étaye le concept de « pensée unique », puisque cette globalisation « imposerait » un comportement aux acteurs aussi bien pour la composante économique de leur activité que pour leur inscription dans la vie de la cité. Même si des contestations s'élèvent à l'encontre de la primauté de la globalisation, par exemple de la part de personnalités telles que Philippe Séguin qui parle au nom du politique, il faut reconnaître la force de son évidence aujourd'hui.

L'objectif de cette argumentation sera de montrer en quoi le concept de globalisation est un concept vide de sens dans la mesure où il est ramené à une dimension économique à la place et à l'exclusion de toute autre. Cette argumentation va donc distinguer la dimension économique de la globalisation de la dimension géographique puis proposer une lecture parallèle du concept de globalisation et de celui d'universel.

DIMENSION ÉCONOMIQUE ET DIMENSION GÉOGRAPHIQUE DE LA GLOBALISATION

Le concept de globalisation repose sur l'idée que la dimension des échanges est maintenant mondialisée. Tout offreur, quelle que soit son

origine géographique, peut ainsi apparaître et un client peut également exister n'importe où. Les conséquences en sont considérables : le concept de globalisation va ainsi, au nom de l'échange, nier le caractère de localisation géographique de l'activité humaine et sa spécificité.

Le concept de globalisation est diffusé comme idéologiquement « bon » dans la mesure où il met en avant les avantages de la concurrence dans l'efficacité des marchés et donc leur équité. Il permet ainsi de nier la composante de fond de l'organisation des secteurs économiques, à savoir leur structure d'oligopole et l'inscription géographique de leur activité. Il permet aussi de nier la continuité historique de la logique du commerce à distance, mise en évidence et développée par F. Braudel dans *Civilisation matérielle et richesse en Europe du XIII^e au XVIII^e siècle*, c'est-à-dire sa concentration entre quelques mains et sa rentabilité. Il est ainsi curieux de ne jamais entendre dénommer un acteur précis de la mondialisation comme s'il s'agissait d'une évidence diffuse et incontournable du même type que l'air ambiant.

Le bénéfice supposé de la mondialisation se réduit à une vision matérielle du « vivre bien » : le bien-être, c'est-à-dire la possibilité d'acquiescer plus de biens et de services à budget donné et/ou des biens et des services « enrichis » à prix constant du fait des effets de la concurrence, est ainsi garanti.

Ce que le concept ignore, c'est la logique d'exploitation qu'il recouvre : la volonté d'aligner, au nom du libre-échange, les possibilités de production sur les offres du moins-disant, donc une déstructuration du tissu social des

producteurs, des clients et des producteurs qui se voient intégrés au « jeu de l'échange » (pour reprendre la terminologie de F. Braudel) et doivent, en conséquence, « jouer » comme les autres, les consommateurs, souvent localisés dans les pays industrialisés, dont les emplois et les revenus ont été laminés au nom de cette mondialisation.

La conséquence la plus généralement évoquée est celle de l'uniformisation des comportements de consommation et des modalités de production. Au nom de la globalisation, il n'est pas possible de « faire autrement », c'est-à-dire de produire autrement et de consommer autrement. Les acteurs se voient ainsi confrontés à une véritable schizophrénie économique et sociale. Ils travaillent ici mais pour là-bas et s'ils travaillent ici comme cela, c'est à cause de là-bas, en ignorant toute spécificité culturelle, locale et au nom d'un ordre général. Ils consomment ici des produits de là-bas qui doivent ainsi améliorer quantitativement et qualitativement leur bien-être.

L'évidence de la globalisation masque en fait ses deux déterminants :

- Une logique de marché venue des marchés financiers, de leurs modalités techniques (ils fonctionnent sur le potentiel des moyens de communication actuels donc leur aire d'influence peut être mondialisée). Ils répondent dans leur logique et leurs modalités à ce que l'on postule de la théorie des marchés. Ils matérialisent en fait, dans le concret, les éléments de la théorie des marchés : nombreux offreurs et demandeurs réunis dans un lieu virtuel, atemporalité des transactions.

- Une logique d'oligopole reposant sur une confrontation par les prix et les produits où chaque acteur de l'oligopole pense pouvoir améliorer sa position ou encore chaque acteur potentiel pense pouvoir prendre position. Les moyens de transport et de communication ayant considérablement évolué, le terrain de la confrontation est ainsi élargi mais cela n'ajoute pas pour autant un contenu au terme de globalisation.

GLOBALISATION ET UNIVERSEL

L'universel est, en philosophie, une thématique récurrente à laquelle il est difficile de ne pas se référer quand on parle de globalisation. Le concept d'universel se construit par opposition à ce qui n'est que spécial ou particulier tout comme pour la globalisation. Paradoxalement, ce sont les philosophes empiristes anglais du XIX^e siècle (Stuart Mill) qui ont contesté la place de l'universel dans le raisonnement philosophique alors que c'est en filiation avec leur œuvre économique que se justifie le concept de globalisation. L'universel est vu comme une synthèse susceptible de sous-tendre un nombre indéfini d'applications concrètes. Lalande, dans son *Dictionnaire de la philosophie*, donne ainsi l'exemple de la volonté collective d'une société qui est autre chose que la somme des volontés individuelles. Il propose ainsi de distinguer l'universel concret (à la suite de Hegel) de l'universel abstrait, le premier ayant en quelque sorte un statut d'idéal type (on retrouve ici une filiation possible avec le global) tandis que le second serait de l'ordre de la conceptualisation.

Le concept d'universel permet surtout de proposer quatre directions de pensée en termes de référence :

- L'universel conduit au concept de vrai (ou d'idée au sens platonicien). Il joue ainsi un rôle essentiel dans le processus de conceptualisation dans sa faculté à distinguer deux formes : un universel sans réalisation concrète précise (la concurrence) ; une réalisation concrète sans universalité réelle (l'échange). Le jeu relatif des deux formes permet ainsi de construire des raisonnements, comme ceux qui concernent la globalisation, à la fois abstraite et concrète.

- Une unité d'organisation par comparaison avec la similitude qui justifie alors le mot d'universalité. Par rapport à la globalisation, l'universel légitime en quelque sorte sa vocation impérialiste comme forme d'organisation bâtie à l'origine sur le constat d'une similitude.

- L'universel est un être présentant de façon évidente le type que d'autres réalisent plus

imparfaitement (ou l'idéal qu'ils s'efforcent d'atteindre). C'est ainsi encore que se structure dans le discours et l'action le procès de globalisation.

– Le sensible concret représentatif d'un universel remplit aussi une fonction de référence (propriété d'holonomie, la partie est représentative du tout). Cette manière de voir est importante par rapport au concept de globalisation dans la mesure où la réalisation concrète de la globalisation offerte par certaines multinationales sert ainsi de référence au reste, à la fois comme idéal et comme forme en deçà de laquelle se trouvent les autres entreprises donc globalisation vers laquelle elles doivent se diriger.

Il est à remarquer ici qu'au nom du vrai on sacrifie le juste. L'universel de la globalisation comme réalisation parfaite au nom du marché, qui lui sert d'opérateur, le dédouane d'une discussion sur la justice (car le marché est postulé comme étant optimal en termes d'efficience et équitable).

De la même manière, au nom du vrai on occulte, avec la globalisation, une réflexion sur le Bien puisque la globalisation, du fait de son universalité, nous offre un « Souverain Bien » pour un domaine (l'économie) dont la légitimité repose plutôt sur le « vivre bien » aristotélien (l'objet de l'économie étant d'ailleurs très spécifiquement le bien-être).

CONCLUSION

C'est donc au nom du bien et du juste que cette argumentation conteste le défaut de sens du concept de globalisation. L'universel de la globalisation conduit bien, en somme, au monde de la pensée unique. La certitude de la globalisation dénie ainsi le bien-fondé d'une approche herméneutique, en particulier de la version que propose Hans Jonas dans le *Principe responsabilité*, c'est-à-dire l'herméneutique de la peur : la globalisation et l'homme du global n'ont ainsi pas vocation à avoir peur.